

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/44507]

17 DECEMBER 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het model van boekhouding van sportfederaties, niet-competitieve sportfederatie, sportfederatie voor gehandicapten, multidisciplinaire sportverenigingen, vrijetijdssportvereniging voor gehandicapten, en sportvereniging in het hoger onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging, de artikelen 21, 8°, en 28 ;

Gelet op de « gendertest » van 8 november 2019 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 april 2020 ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 april 2020 ;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Sport, gegeven op 28 mei 2020 ;

Gelet op het advies 68.123/4 van de Raad van State, gegeven op 10 november 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de erkende sportfederaties, de niet-competitieve sportfederatie, de sportfederatie voor gehandicapten, de multidisciplinaire sportverenigingen, de vrijetijdssportvereniging voor gehandicapten en de sportvereniging in het hoger onderwijs een uniforme boekhouding moeten houden waardoor ze de goede houding ervan kunnen controleren;

Op de voordracht van de Minister van Sport ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De boekhouding van sportfederaties, niet-competitieve sportfederatie, sportfederatie voor gehandicapten, multidisciplinaire sportverenigingen, vrijetijdssportvereniging voor gehandicapten, en sportvereniging in het hoger onderwijs, wordt gehouden volgens het model gevoegd bij dit besluit.

Deze verplichting is slechts van toepassing in geval van erkenning van deze bovenvermelde federaties met toepassing van de artikelen 21 tot 28 van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging.

Art. 2. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 november 2011 tot bepaling van het boekhoudingsmodel voor de erkende sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen, wordt opgeheven.

Art. 3. De Minister van Sport is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 december 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/44528]

17 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution des articles 1.5.2-14 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire relatifs au dispositif d'ajustement et au protocole de collaboration

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, articles 1.5.2-14, alinéa 2, 1.5.2-16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1.5.2-16, § 3, et 1.5.2-17, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu le décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'Inspection, article 4, § 1^{er}, alinéa 4 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 2018 portant application de l'article 67, §§ 2 à 6, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la communauté française du 26 juin 2019 définissant la méthodologie générale de l'audit en milieu scolaire en application des articles 4, § 1^{er}, alinéa 2, 5, § 1^{er}, alinéa 2, et 7, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

Vu le « Test genre » du 12 juin 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation du 9 juillet 2020 avec le Comité de négociation des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés du décret du 20 juillet 2006 relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés ;

Vu le protocole de négociation syndicale du 9 juillet 2020 au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu l'avis 67.979/2 du Conseil d'État, donné le 30 septembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o « Code de l'enseignement » : le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

2^o « Écoles en dispositif d'ajustement » : écoles identifiées comme présentant un écart significatif de performance par rapport à la moyenne des écoles et devant élaborer un dispositif d'ajustement conformément aux articles 1.5.2-13 et 1.5.2-16 du Code de l'enseignement ;

3^o « Application PILOTAGE » : l'application informatique visée à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 2018 fixant les modalités d'élaboration des plans de pilotage et de conclusion des contrats d'objectifs des écoles en application des articles 1.5.2-1 à 1.5.2-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

4^o « Auditeur référent » : l'auditeur référent visé dans le point 5.3 de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 juin 2019 définissant la méthodologie générale de l'audit en milieu scolaire en application des articles 4, § 1^{er}, alinéa 2, 5 § 1^{er}, alinéa 2, et 7, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

5^o « Volet EDA » : le volet spécifique de l'application PILOTAGE servant à l'encodage du dispositif d'ajustement et à la conclusion du protocole de collaboration.

6^o « Jours ouvrables » : jours calendrier à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux ;

7^o « Terme de la mission d'audit » : à l'expiration des douze jours ouvrables scolaires suivant la réunion de conclusion conformément au point 5.4, 6^o de la Charte de l'audit annexée à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 juin 2019 définissant la méthodologie générale de l'audit en milieu scolaire en application des articles 4, § 1^{er}, alinéa 2, 5, § 1^{er}, alinéa 2, et 7, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection.

CHAPITRE 2. — *Du volet EDA intégré dans l'application PILOTAGE*

Art. 2. La proposition de dispositif d'ajustement visée à l'article 1.5.2-16 du Code de l'enseignement s'inscrit dans le canevas repris en annexe 1^{re} du présent arrêté.

Art. 3. Le volet EDA respecte la structure du canevas visé à l'article 2 et est mis à disposition des écoles en dispositif d'ajustement au moyen de l'application PILOTAGE.

CHAPITRE 3. — *De l'encodage des éléments ressortant de la mission d'audit réalisé par le Service général de l'Inspection*

Art. 4. § 1^{er}. Le Service général de l'Inspection entame la mission d'audit au plus tard le 20 septembre de l'année scolaire suivant l'identification des écoles en dispositif d'ajustement et établit le rapport de la mission d'audit qu'il réalise dans les écoles en dispositif d'ajustement sur base du modèle fixé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 2020 définissant le modèle de rapport de la mission d'audit, en application des articles 4, § 1^{er}, alinéa 4, 5, § 1^{er}, alinéa 3, et 7, § 1^{er}, alinéa 4, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection.

Le rapport d'audit se base notamment sur l'analyse des indicateurs ayant mené à l'identification de l'école en dispositif d'ajustement.

Le rapport, accompagné le cas échéant d'annexes, est ajouté en pièce jointe dans le volet EDA de l'application PILOTAGE.

§ 2. Le Service général de l'Inspection établit le diagnostic des écoles en dispositif d'ajustement sur base des éléments suivants :

1^o le rapport de la mission d'audit ;

2^o un état des lieux établi sur base des indicateurs fournis par l'Administration ;

3^o un état des lieux des actions mises en œuvre dans toutes les thématiques, y compris les thématiques transversales ;

4^o les autres éléments éventuels à prendre en compte pour réaliser l'état des lieux.

Outre le rapport d'audit visé au paragraphe 1^{er}, l'auditeur référent complète ou introduit dans le « volet EDA » de l'application PILOTAGE les éléments suivants :

1^o au niveau du sous-onglet « présentation de l'école par les auditeurs » repris sous l'onglet 3 « Diagnostic et rapport d'audit » : le cadre « Présentation de l'école par les auditeurs » ;

2^o au niveau du sous-onglet « indicateurs » repris sous l'onglet 3 « Diagnostic et rapport d'audit » : le champ « analyse globale des indicateurs » ;

3^o au niveau du sous-onglet « thématiques » repris sous l'onglet 3 « Diagnostic et rapport d'audit » : l'état des lieux des actions par thématique déclaré par l'école. Si une école ne développe aucune action spécifique pour une thématique, l'auditeur-référent indique « néant » en regard de la thématique ;

4^o au niveau du sous-onglet « autres éléments » repris sous l'onglet 3 « Diagnostic et rapport d'audit » : tout élément éventuel communiqué par l'école en vue d'être joint au rapport d'audit ;

5^o au niveau du sous-onglet « diagnostic » repris sous l'onglet 3 « Diagnostic et rapport d'audit » : le diagnostic issu du rapport d'audit.

Art. 5. Lors de la phase de réalisation de l'audit, seul l'auditeur référent a accès à l'application PILOTAGE. Cet accès est retiré dès la communication du rapport d'audit et du diagnostic au délégué au contrat d'objectifs.

CHAPITRE 4. — *De la fixation des objectifs d'ajustement de l'école*

Art. 6. Le délégué au contrat d'objectifs reçoit ensuite un accès en écriture pour compléter l'onglet 4 « objectifs d'ajustement » sur la base desquels l'école élaborera son dispositif d'ajustement.

CHAPITRE 5. — *De l'établissement d'une proposition de dispositif d'ajustement par l'école*

Art. 7. Pour être valablement présenté au délégué au contrat d'objectifs, la proposition de dispositif d'ajustement est intégralement transcrite par le directeur de l'école à partir de l'application PILOTAGE. Lors de la phase d'élaboration du dispositif d'ajustement visée à l'article 1.5.2-16, § 1^{er}, du Code de l'Enseignement, seul le directeur de l'école a un accès en écriture dans l'application PILOTAGE. Le pouvoir organisateur et le cas échéant, la fédération de pouvoirs organisateurs disposent d'un accès en lecture. L'accès en écriture est suspendu dès l'envoi électronique du dispositif d'ajustement au délégué au contrat d'objectifs pour la phase d'analyse.

CHAPITRE 6. — *De l'analyse du dispositif d'ajustement*

Art. 8. Lors de la phase d'analyse de la proposition de dispositif d'ajustement visée à l'article 1.5.2-17, § 1^{er}, du Code de l'enseignement, le délégué au contrat d'objectifs dispose de l'accès, dans l'application PILOTAGE, en lecture pour l'ensemble du dispositif d'ajustement et en écriture pour les espaces qui lui sont dédiés exclusivement.

Pour réaliser cette analyse, le délégué au contrat d'objectifs établit, après concertation avec le directeur et le pouvoir organisateur dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française :

1° le calendrier des éventuelles rencontres qu'il souhaite effectuer avec tout ou partie des personnes suivantes :

- a) un ou plusieurs représentants du pouvoir organisateur ;
- b) le directeur ;
- c) tout ou partie des membres de l'équipe éducative ;
- d) les représentants ou associations des parents d'élèves de l'école ;
- e) les représentants des organes locaux de concertation sociale ;
- f) les représentants des élèves scolarisés dans l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé ;

2° les modalités pratiques de ces rencontres ;

3° les principaux éléments de compréhension ou de précision sur lesquels porteront les rencontres ou entretiens.

Le délégué au contrat d'objectifs est libre d'organiser d'autres rencontres et de rencontrer d'autres interlocuteurs. Il en informe le directeur et le pouvoir organisateur.

CHAPITRE 7. — *De la conclusion du protocole de collaboration*

Art. 9. Conformément à l'article 1.5.2 17, §§ 2 et 3, alinéa 4, du Code de l'enseignement, après l'approbation du dispositif d'ajustement par le délégué au contrat d'objectifs, le dispositif est signé par le directeur de zone et contresigné par le délégué au contrat d'objectifs. Le protocole de collaboration est envoyé à l'école.

Conformément à l'article 1.5.2 17, §§ 2 et 3, alinéa 4, du Code de l'enseignement, le pouvoir organisateur et le cas échéant, la fédération de pouvoirs organisateurs signent. Le directeur contresigne le protocole de collaboration et transmet le protocole de collaboration signé par l'ensemble des parties au délégué au contrat d'objectifs.

Les parties signataires peuvent également convenir de l'organisation d'une séance de signature.

CHAPITRE 8. — *Dispositions finales*

Art. 10. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 2018 portant application de l'article 67, §§ 2 à 6, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 2018 fixant les modalités d'élaboration des plans de pilotage et de conclusion des contrats d'objectifs des écoles en application des articles 1.5.2-1 à 1.5.2-5 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ».

Art. 11. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° « Code de l'enseignement » : le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

b) dans le 5°, les mots « visée à l'article 67, § 5, du décret » sont remplacés par les mots « visée à l'article 1.5.2-4 du Code de l'enseignement » ;

c) l'article 1^{er} est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6° « Écoles en dispositif d'ajustement » : écoles identifiées comme présentant un écart significatif de performance par rapport à la moyenne des écoles et devant élaborer un dispositif d'ajustement conformément aux articles 1.5.2-13 et 1.5.2-16 du Code de l'enseignement ; ».

Art. 12. Dans l'article 2 du même arrêté, les mots « visé à l'article 67, § 2, du décret » sont remplacés par les mots « visé à l'article 1.5.2-1 du Code de l'enseignement ».

Art. 13. Dans l'article 4 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'application PILOTAGE est conçue suivant la structure du canevas visé à l'article 2 et, pour les écoles en dispositif d'ajustement, en suivant la structure du canevas visé à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 17 décembre 2020 portant exécution des articles 1.5.2-14 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire relatifs au dispositif d'ajustement et au protocole de collaboration. Elle est accompagnée d'un guide d'utilisation qui explicite les consignes d'encodage de chaque élément des canevas. ».

Art. 14. Dans l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « visée à l'article 67, § 5, du décret, ou lors de la phase d'adaptation du plan de pilotage visée à l'article 67, § 6, alinéa 7, du décret, » sont remplacés par les mots « visée à l'article 1.5.2-4 du Code de l'enseignement, ou lors de la phase d'adaptation du plan de pilotage visée à l'article 1.5.2-5, § 3, alinéa 3, du Code de l'enseignement, »

Art. 15. Dans l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « visée à l'article 67, § 6, du décret, » sont remplacés par les mots « visée à l'article 1.5.2-5 du Code de l'enseignement, ».

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} septembre 2020.

Art. 17. Le Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 2020.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET
La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

Annexes à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution des articles 1.5.2-14 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire relatifs au dispositif d'ajustement et au protocole de collaboration

Annexe 1^{re}- Canevas du dispositif d'ajustement visé à l'article 1.5.2-16 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire

Le canevas du dispositif d'ajustement reprend les éléments suivants :

Onglet 1 : Identité

Les données de cet onglet sont automatiquement générées par l'Application PILOTAGE.

- L'identité et la signalétique de l'école, de ses implantations et de son pouvoir organisateur sont indiquées.

Onglet 2 : Ecole

Cet onglet est complété par le directeur conformément à l'article 1.5.2-16 du Code de l'enseignement.

- Il est prévu la possibilité d'insérer une annexe (exemple : projet d'école, brochure de présentation, ...) et le lien vers un site internet.

- Il est prévu une case à cocher « Convention d'accompagnement et de suivi » qui concerne la convention conclue entre le pouvoir organisateur et la Fédération de pouvoirs organisateurs ou WBE ; dans ce cas, il est tenu d'y annexer la convention d'accompagnement spécifiant le soutien qui lui sera apporté par cette Fédération ou par WBE lors l'élaboration du dispositif d'ajustement et/ou la mise en œuvre du protocole de collaboration.

- Il est prévu une case à cocher pour indiquer si le centre psycho-médico-social est associé à l'élaboration du dispositif d'ajustement et/ou la mise en œuvre du protocole de collaboration. Dans ce cas, une convention sera jointe.

Onglet 3 : Diagnostic et rapport d'audit

Cet onglet est complété par l'auditeur-référent ; il comprend les sous-onglets suivants :

- Une présentation de l'école par les auditeurs ;

- Un état des lieux établi sur base des indicateurs fournis par l'administration ;

- Un état des lieux des actions mises en œuvre dans toutes les thématiques, y compris les thématiques transversales ;

- La mention et l'ajout d'autres éléments éventuels à prendre en compte pour réaliser ;

- Le diagnostic établi à partir de l'état des lieux et des éléments analysés par les auditeurs ;

- Le rapport de la mission d'audit inséré en pièce jointe dans l'application.

Onglet 4 : Objectifs d'ajustement

Cet onglet est complété par les délégués au contrat d'objectifs. Il comprend :

- La formulation des objectifs d'ajustement et, pour chacun d'entre eux :

o La définition des indicateurs d'impact ainsi que de la cible et valeur de référence ;

o L'identification des implantation(s) concernée(s) ;

o L'identification des indicateur(s) - via lesquels est réalisée l'identification des écoles en dispositif d'ajustement - concerné(s).

Onglet 5 : Actions prioritaires

L'école définit les actions prioritaires qu'elle envisage pour atteindre chaque objectif d'ajustement défini par le délégué au contrat d'objectifs.

Pour chaque action, elle précise les éléments suivants :

- Le libellé de l'action prioritaire ;

- Les années de mise en œuvre concernées ;

- La description de l'action prioritaire ;

- Le public cible ;

- Le pilote (chef du projet) ;

- Les conditions de réussite :

o internes : préciser la collaboration éventuelle du pouvoir organisateur et/ou de la Fédération de pouvoirs organisateurs ou de WBE pour la mise en œuvre de cette action ;

- Les ressources sollicitées :

o Ressources sollicitées auprès du pouvoir organisateur ;

o Ressources sollicitées auprès de la fédération de pouvoirs organisateurs ou de WBE ;

o Supports et ressources demandées au pouvoir régulateur ;

- o Collaborations externes envisagées : préciser si collaboration, dont notamment celle du centre psycho-médico-social ou d'un autre partenaire externe.
- o Le cas échéant, affectation des ressources spécifiques (encadrement différencié, intégration...);
- o Les étapes et délais de réalisation.

Onglet 6 : Avis et signatures

Cette rubrique est complétée par l'école. Elle reprend les dates et documents attestant :

- o l'avis de l'organe local de concertation sociale ;
- o l'avis des conseillers au soutien et à l'accompagnement ;
- o l'approbation du pouvoir organisateur.

Cette rubrique est complétée par les délégués au contrat d'objectifs. Elle reprend :

- Les ressources octroyées :
 - o Ressources octroyées par le pouvoir organisateur ;
 - o Ressources octroyées par la Fédération de pouvoirs organisateurs ou par WBE ;
 - o Supports et ressources octroyés par le Gouvernement ;
 - o Le document formalisant les ressources mises à disposition est inséré en pièce jointe.
- Les signatures du directeur de zone, du pouvoir organisateur et le cas échéant, la fédération de pouvoirs organisateurs ou WBE ;
- Les contre-signatures du directeur de l'établissement et du délégué au contrat d'objectifs.
- La date de signature et d'entrée en vigueur du protocole de collaboration ;
- La liste chronologique des changements d'acteurs du dispositif d'ajustement.

Onglet 7 : DCO

- Espace de commentaires et de recommandations du délégué au contrat d'objectifs.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution des articles 1.5.2-14 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire relatifs au dispositif d'ajustement et au protocole de collaboration.

Bruxelles, le 17 décembre 2020.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET
La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/44528]

17 DECEMBER 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van de artikelen 1.5.2-14 e.v. van het wetboek van basis- en secundair onderwijs met betrekking tot het aanpassingsstelsel en het samenwerkingsprotocol

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het wetboek van basis- en secundair onderwijs, de artikelen 1.5.2-14, lid 2, 1.5.2-16, § 1, lid 1, 1.5.2-16, § 3, en 1.5.2-17, § 1, lid 1 ;

Gelet op het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst, artikel 4, § 1, lid 4 ;

Gelet op tot toepassing van artikel 67, §§ 2 tot 6, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 juni 2019 tot vaststelling van de algemene methodologie van de audit in de scholen in toepassing van de artikelen 4, § 1, lid 2, 5, § 1, lid 2, en 7, § 1, lid 2, van het decreet van 10 januari 2019 met betrekking tot de algemene inspectiedienst;

Gelet op de "Gendertest" van 12 juni 2020, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 over de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 9 juli 2020 met het onderhandelingscomité van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra van het decreet van 20 juli 2006 betreffende het overleg van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van de vakbonden van 9 juli 2020 in het kader van het Sector IX-onderhandelingscomité, het Provinciaal en Lokaal Overheidscomité - Afdeling II en het Onderhandelingscomité voor de statuten van het gesubsidieerd vrij onderwijspersoneel volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende de organisatie van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden die haar personeel vertegenwoordigen;

Gelet op het advies 67.979/2 van de Raad van State, uitgebracht op 30 september 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "Onderwijswetboek": het wetboek van basis- en secundair onderwijs;

2° "Scholen met een aanpassingsstelsel": scholen waarvan is vastgesteld dat zij een significant verschil in prestaties hebben ten opzichte van het schoolgemiddelde en die een aanpassingsstelsel moeten ontwikkelen overeenkomstig de artikelen 1.5.2-13 en 1.5.2-16 van het onderwijswetboek;

3° "PILOTAGE-toepassing": de computertoepassing bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 2018 tot vaststelling van de voorwaarden voor het opstellen van de controleplannen en het sluiten van de doelstellingenovereenkomsten voor de scholen in toepassing van de artikelen 1.5.2-1 tot 1.5.2-5 van het wetboek van het basis- en secundair onderwijs;

4° "verwijzingsauditor": de verwijzingsauditor bedoeld in punt 5.3 van de bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 juni 2019 tot vaststelling van de algemene methodologie van de schoolaudit met toepassing van de artikelen 4, § 1, tweede lid, 5, § 1, tweede lid, en 7, § 1, tweede lid, van het decreet van 10 januari 2019 met betrekking tot de algemene inspectiedienst;

5° "EDA-component": de specifieke component van de PILOTAGE-toepassing die wordt gebruikt om het aanpassingsstelsel te coderen en het samenwerkingsprotocol af te sluiten.

6° "Werkdagen": kalenderdagen met uitzondering van zaterdagen, zondagen en feestdagen;

7° "Einde van de auditopdracht": op het einde van de twaalf schoolwerkdagen na de afsluitingsvergadering overeenkomstig punt 5.4, 6° van het auditverdrag bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 juni 2019 tot vaststelling van de algemene methodologie van de audit in de scholen met toepassing van de artikelen 4, § 1, tweede lid, 5, § 1, tweede lid, en 7, § 1, tweede lid, van het decreet van 10 januari 2019 met betrekking tot de algemene inspectiedienst.

HOOFDSTUK 2. — *De EDA-component geïntegreerd in de PILOTAGE-toepassing*

Art. 2. Het voorgestelde aanpassingsstelsel als bedoeld in artikel 1.5.2-16 van het onderwijswetboek maakt deel uit van het kader dat in bijlage 1 van dit besluit is opgenomen.

Art. 3. De EDA-component respecteert de structuur van het in artikel 2 bedoelde kader en wordt ter beschikking gesteld van de scholen met een aanpassingsstelsel door middel van de PILOTAGE-toepassing.

HOOFDSTUK 3. — *Codering van de elementen die voortvloeien uit de door de algemene inspectiedienstuitgevoerde controleopdracht*

Art. 4. § 1. De algemene inspectiedienst begint met de controleopdracht uiterlijk op 20 september van het schooljaar dat volgt op de identificatie van de scholen in het aanpassingsstelsel en stelt het verslag op van de auditopdracht die hij in de scholen in het aanpassingsstelsel uitvoert op basis van het model dat is vastgesteld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2020 tot vaststelling van het modelverslag van de auditopdracht, met toepassing van de artikelen 4, § 1, lid 4, 5, § 1, lid 3, en 7, § 1, lid 4, van het decreet van 10 januari 2019 met betrekking tot de algemene inspectiedienst.

Het controleverslag is inzonderheid gebaseerd op de analyse van de indicatoren die heeft geleid tot de identificatie van de school als een aanpassingsregeling.

Het verslag, eventueel met bijlagen, wordt aan de EDA-component toegevoegd van de PILOTAGE-toepassing.

§ De algemene inspectiedienst stelt de diagnose van de scholen in aanpassingsstelsels vast op basis van de volgende elementen:

1° het verslag van de auditopdracht;

2° een inventaris die zijn opgesteld op basis van de door de administratie verstrekte indicatoren;

3° een inventaris van de uitgevoerde acties op alle gebieden, met inbegrip van transversale thema's;

4° alle andere mogelijke elementen waarmee rekening moet worden gehouden bij het uitvoeren van het inventariseren van de inrichtingen.

Naast het in paragraaf 1 vermelde auditverslag vult de verwijzingsauditeur de volgende elementen aan of introduceert hij ze in de "EDA-component" van de PILOTAGE-toepassing:

1° in het sub-tabblad "voorstelling van de school door de auditoren" onder tabblad 3 "Diagnose en auditverslag": het vakje "Voorstelling van de school door de auditoren";

2° in het subtabblad "indicatoren" onder tabblad 3 "Diagnose en auditverslag": het veld "globale analyse van de indicatoren";

3° in het subtabblad "thema's" onder tabblad 3 "Diagnose en auditverslag": het inventariseren van de acties per thema die door de school zijn aangegeven. Als een school geen specifieke actie voor een thema ontwikkelt, geeft de verwijzingsauditeur "geen" aan voor het thema;

4° in het subtabblad "andere elementen" onder tabblad 3 "Diagnose en auditverslag": elk element dat door de school wordt meedeeld en dat bij het auditverslag moet worden gevoegd;

5° in het subtabblad "diagnose" onder tabblad 3 "Diagnose en auditverslag": de diagnose uit het auditverslag.

Art. 5. Tijdens de auditfase heeft alleen de verwijzingsauditor toegang tot de PILOTAGE-toepassing. Deze toegang wordt ingetrokken zodra het auditverslag en de diagnose aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst zijn meedeeld.

HOOFDSTUK 4. — *Vaststelling van de aanpassingsdoelstellingen van de school*

Art. 6. De afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst krijgt vervolgens schriftelijk toegang tot het volledige tabblad 4 "aanpassingsdoelstellingen" op basis waarvan de school haar aanpassingsstelsel zal ontwikkelen.

HOOFDSTUK 5. — *Instelling van een voorstel voor een aanpassingsstelsel door de school*

Art. 7. Om geldig te worden voorgelegd aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, wordt het voorstel van het aanpassingsstelsel volledig overgenomen door de directeur van de school vanuit de PILOTAGE-toepassing. Tijdens de ontwikkelingsfase van het in artikel 1.5.2-16, § 1, van het onderwijswetboek bedoelde aanpassingsstelsel heeft alleen de directeur van de school schriftelijk toegang tot de PILOTAGE-toepassing. De inrichtende macht en, indien van toepassing, de federatie van inrichtende machten hebben leestoeegang. De schrijftoeegang wordt opgeschort zodra het aanpassingsstelsel elektronisch wordt verzonden aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst voor de analysefase.

HOOFDSTUK 6. — *Analyse van het aanpassingsstelsel*

Art. 8. Tijdens de analysefase van het voorstel voor het aanpassingsstelsel bedoeld in artikel 1.5.2-17, § 1, van het onderwijswetboek, heeft de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst leestoeegang tot de PILOTAGE-toepassing voor het volledige aanpassingsstelsel en een schrijftoeegang tot de ruimtes die er uitsluitend voor bestemd zijn.

Om deze analyse uit te voeren, stelt de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, na overleg met de directeur en de inrichtende macht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, de doelstellingen vast:

1° het kalender van de vergaderingen die hij wenst te houden met alle of sommige van de volgende personen:

- a) een of meer vertegenwoordigers van de inrichtende macht ;
- b) de directeur;
- c) alle of een deel van de leden van het onderwijsteam;
- d) de vertegenwoordigers of verenigingen van de ouders van de leerlingen van de school;
- e) vertegenwoordigers van lokale sociale overlegorganen;
- f) vertegenwoordigers van leerlingen die zijn ingeschreven in het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs;

2° de praktische regelingen voor deze vergaderingen;

3° de belangrijkste punten van begrip of precisie waarop de vergaderingen of interviews zich zullen richten.

De afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst is vrij om andere vergaderingen te organiseren en andere gesprekspartners te ontmoeten. Hij informeert de directeur en de inrichtende macht.

HOOFDSTUK 7. — *Sluiting van het samenwerkingsprotocol*

Art. 9. Overeenkomstig artikel 1.5.2 17, §§ 2 en 3, lid 4, van het onderwijswetboek wordt het stelsel, na goedkeuring van het aanpassingsstelsel door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst, ondertekend door de zonedirecteur en medeondertekend door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst. Het samenwerkingsprotocol wordt naar de school gestuurd.

Overeenkomstig artikel 1.5.2 17, §§ 2 en 3, lid 4, van het onderwijswetboek ondertekenen de inrichtende macht en, indien van toepassing, de federatie van inrichtende machten. De directeur tekent het samenwerkingsprotocol mee en stuurt het door alle partijen ondertekende samenwerkingsprotocol door naar de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst.

De ondertekenende partijen kunnen ook overeenkomen om een ondertekeningssessie te organiseren.

HOOFDSTUK 8. — *Slotbepalingen*

Art. 10. Het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 2018 tot toepassing van artikel 67, §§ 2 tot 6, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt vervangen door de volgende tekst:

“Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 2018 tot vaststelling van de nadere regels voor het opstellen van sturingsplannen en het sluiten van schooldoelstellingenovereenkomsten met toepassing van de artikelen 1.5.2-1 tot 1.5.2-5 van het wetboek van het basis- en secundair onderwijs.

Art. 11. Artikel 11: In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 1° wordt vervangen door de volgende tekst:

“1° “Onderwijswetboek”: het wetboek van het basis- en secundair onderwijs;

b) in 5° worden de woorden “bedoeld in artikel 67, § 5, van het besluit” vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 1.5.2-4 van het onderwijswetboek”;

c) artikel 1 wordt aangevuld met een punt 6°-regel dat als volgt luidt:

“6° “Scholen met een aanpassingsstelsel”: scholen waarvan is vastgesteld dat zij een aanzienlijke prestatieachterstand hebben ten opzichte van het schoolgemiddelde en die een aanpassingsstelsel moeten ontwikkelen overeenkomstig de artikelen 1.5.2-13 en 1.5.2-16 van het onderwijswetboek;”.

Art. 12. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden “bedoeld in artikel 67, § 2, van het decreet” vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 1.5.2-1 van het onderwijswetboek”.

Art. 13. In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt lid 2 vervangen door de volgende tekst:

“De PILOTAGE-toepassing is ontworpen volgens de structuur van het in artikel 2 bedoelde kader en, voor scholen met een aanpassingsstelsel, volgens de structuur van het kader bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Regering van 17 december 2020 tot uitvoering van de artikelen 1.5.2-14 e.v. van het wetboek van basis- en secundair onderwijs met betrekking tot het aanpassingsstelsel en het samenwerkingsprotocol. Het gaat samen met een gebruikershandleiding waarin de codeerinstruaties voor elk element van het kader worden uitgelegd. ».

Art. 14. In artikel 5, § 1, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden “bedoeld in artikel 67, § 5, van het decreet, of tijdens de fase van aanpassing van het sturingsplan bedoeld in artikel 67, § 6, lid 7, van het decreet,” vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 1.5.2-4 van het onderwijswetboek, of tijdens de fase van aanpassing van het sturingsplan bedoeld in artikel 1.5.2-5, § 3, lid 3, van het onderwijswetboek,”.

Art. 15. In artikel 6, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “bedoeld in artikel 67, § 6, van het decreet,” vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 1.5.2-5 van het onderwijswetboek,”.

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2020.

Art. 17. De minister die het leerplichtonderwijs in zijn hoedanigheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 december 2020.

De Minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR